

# L'Humanité rouge

Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50F

Adresse : B.P. 365  
75064 Paris Cedex 02  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES LENINISTES DE FRANCE

Numéro spécial  
d'ESSAI  
mardi 18 février 1975

## Que signifie la rupture de l'Union de la Gauche ?

Dans sa conférence de presse de la semaine dernière, Georges Marchais a poussé à l'extrême les accusations lancées par son parti contre son partenaire de « l'Union de la gauche », le parti socialiste. Entouré de son grand Etat-major, le secrétaire général du parti de la nouvelle bourgeoisie révisionniste a même lancé de caustiques attaques contre la personne de François Mitterrand. Mais ce dernier, fin démagogue et manœuvrier social-démocrate expérimenté, s'est efforcé de réduire la tension ainsi exacerbée, dans sa propre conférence de presse du 13 février. Lors de la prestation du leader révisionniste on a pu remarquer que tenant compte de la casserole qui lui pend quelque part, cet ancien tourneur d'obus nazis n'est pas allé jusqu'à reprendre contre le récipiendaire de la francisque, les révélations publiées par l'Humanité en 1949. Il y a des souvenirs que l'un et l'autre n'ont pas avantage à remuer... Mais les vieux, et les authentiques militants communistes n'ont pas la mémoire courte... Passons.

En fait, ces deux politiciens sont des représentants l'un de la vieille bourgeoisie classique, l'autre de la nouvelle bourgeoisie révisionniste. C'est pourquoi, entre eux, pour un certain temps du moins, rien ne va plus.

Le parti socialiste dispose d'une tradition bien établie de services rendus à la bourgeoisie capitaliste. Il fut même à des époques successives, le représentant en France des intérêts d'impérialismes étrangers. Blum servit les capitalistes britanniques. Guy Mollet, plus tard, servit l'impérialisme américain.

Qui sert aujourd'hui leur successeur Mitterrand ? Il est malaisé de le préciser parce qu'il s'agit d'un homme... et d'un parti changeants. Mais, depuis le lendemain du scrutin présidentiel où les révisionnistes ont bien failli faire de lui un Président de la République, le candidat battu n'a plus trop rusé sur le fait qu'il n'entend pas servir le social-impérialisme russe. Ce dernier vient d'ailleurs d'ajourner une fois de plus la visite du leader socialiste à Moscou.

Là réside le nœud de la discorde des deux compères en électoralisme et mystification, des deux partis bourgeois, qui se partagent la tâche de tromper les travailleurs.

Laquais des vieux impérialismes occidentaux, Mitterrand s'oppose aux entreprises de Marchais, laquais du social-impérialisme et du social-fascisme russes.

Mais ni l'un ni l'autre ne défend les intérêts de classe des ouvriers et autres travailleurs des villes et campagnes de France.

Au passage, notons qu'il importe de combattre principalement celui qui, pour l'heure, représente l'impérialisme le plus dangereux. Sans nulle équivoque, c'est bien le faux communiste qui n'est autre, en France, que le chef de file de cette nouvelle bourgeoisie révisionniste appliquée à favoriser les menées hégémoniques de ses homologues de classe et maîtres russes.

Dans notre pays qui veut son indépendance nationale, si le peuple désire s'engager dans la voie du socialisme, il ne peut s'en remettre ni aux serviteurs traditionnels des vieilles bourgeoisies

capitalistes occidentales, ni aux politiciens de la nouvelle bourgeoisie révisionniste.

Or la polémique de Marchais contre Mitterrand, du P.C.F. contre le P.S. risque de tromper encore un temps d'honnêtes, sincères et modestes gens, dans notre peuple. Il est aujourd'hui d'une importance majeure de démystifier la nouvelle tactique politique du parti révisionniste, que des travailleurs assimilent à un « durcissement », voire à un « redressement » de la ligne « jusqu'à là erronée ».

Ce n'est en rien pour des raisons de juste principe, conformément au marxisme-léninisme, que les dirigeants révisionnistes attaquent les vieux « gérants loyaux du capitalisme ». Si tel était le cas, ils auraient présenté, pour le moins, une autocritique de leur ligne antérieure. Mais cela est impossible pour les révisionnistes modernes qui dirigent le P.C.F., et poursuivent, sous de nouvelles formes, exactement la même ligne qu'au cours des vingt dernières années.

Non, c'est uniquement et exclusivement en raison de leurs contradictions internes de bourgeois exploités et parce que, finalement, ces contradictions aiguissent leur rivalité sur la question du pouvoir et de l'Etat, pour le compte d'impérialismes rivaux.

La rupture de « l'Union de la gauche » ne peut se comprendre que replacée dans le contexte international de la rivalité opposant la superpuissance U.R.S.S., social-impérialiste, menaçante et agressive à la bourgeoisie monopoliste française, impérialiste, déclinante et désireuse de conserver et perpétuer ses propres privilèges de classe.

Dans les mois à venir, sauf rebondissements imprévisibles dus à l'approfondissement de la crise, mais sans doute aussi justement à cause de cette dernière, nous assisterons à de nouvelles grandes manœuvres de la bourgeoisie capitaliste française comportant un classique retournement d'alliance de la part des socialistes.

Ce processus n'est-il pas déjà engagé ? Mitterrand ne va-t-il pas accepter la « courtoise » invitation de Giscard d'Estaing de se rendre à l'Elysée ?

Aussi, parmi les travailleurs qu'ils trompent encore avec les illusions du « programme commun » et de la « voie pacifique », quel crédit conserveront alors les dirigeants révisionnistes du P.C.F., qui ont renié le marxisme-léninisme et trahi les intérêts révolutionnaires du prolétariat de France ?

Il appartient aux communistes fidèles au marxisme-léninisme de hâter la prise de conscience des plus larges masses exploitées et opprimées en dénonçant sans trêve et sans faiblesse les méfaits et les projets criminels du parti faussement communiste, représentant la nouvelle bourgeoisie révisionniste qui sert en France, les intérêts du social-impérialisme et social-fascisme de l'U.R.S.S.

Sans mener à bien cette tâche de caractère léniniste, il ne saurait être question de préparer sérieusement la révolution prolétarienne.

Jacques Jurquet  
ancien militant  
du P.C.F. de 1943 à 1964

### ALGER

Du 15 au 18 février siègeait à Alger une conférence réunissant des ministres de 104 nations, représentant le pays du Tiers Monde « non alignés ».

L'objectif de cette réunion visait à préparer la ligne que défendront ensemble les délégués de ces pays lors de la deuxième conférence de l'ONU pour le développement industriel convoquée dans la capitale du Pérou du 12 au 16 mars prochain.

Selon Radio-Alger, les délibérations se sont poursuivies dans d'excellentes conditions et sont à inscrire dans le cadre de la lutte pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Nous y reviendrons.

### GENEVE

Deux brigands impérialistes représentant la volonté d'hégémonie des Etats-Unis et de l'URSS se sont retrouvés hier à Genève.

Kissinger et Gromyko ont essayé de coordonner leurs néfastes activités dans le Proche-Orient et en Europe en passant un « marchandage global ».

Mais les peuples et les nations du monde, du Tiers Monde notamment rejettent l'hégémonie. Au surplus, quand ils parlent très fort de « détente », les brigands impérialistes sont en réalité de plus en plus en désaccord.

Que les peuples d'Europe s'unissent entre eux et avec les peuples du Tiers Monde contre les menées de l'impérialisme américain et du social-impérialisme russe, telle est la seule voie favorable à leurs justes intérêts.

# Après la tournée de Kissinger au Moyen-Orient

Encore beaucoup de bruit sur la récente tournée de Kissinger au Moyen-Orient : mais les tours de passe-passe du «magicien» ne trompent plus que ceux qui veulent bien l'être ; Kissinger prétend faire des «petits pas»... mais plutôt, il piétine. De son côté, Brejnev s'oppose activement aux manœuvres de son rival américain et leur oppose sa volonté de réunir la conférence de Genève, à laquelle l'URSS pousserait ses propres pions. Une fois de plus est apparue la donnée fondamentale de la situation au Moyen-Orient : la rivalité acharnée des deux superpuissances que souligne la presse étrangère dans deux articles récents :

*Al Alam*, journal marocain : «... Depuis la guerre d'octobre 1973, les deux parties (les Etats Unis et l'Union Soviétique) n'ont cessé de se disputer avec acharnement l'une à l'autre la région arabe orientale, chaque partie s'efforçant de compromettre la politique de l'autre dans cette région...»

«... Moscou veut surmonter la crise de l'Arabie orientale dans le cadre de la conférence de Ge-

nève, tandis que Washington, lui, tente d'exclure Moscou de la scène politique et recherche une sorte de règlement bilatéral, une solution de la crise étape par étape par lui seul. Il n'est pas facile pour ces deux pays, d'aboutir à un compromis sur cette divergence, parce qu'elle se rattache à la question fondamentale de la dispute et de la rivalité entre eux».

*L'Orient le Jour*, journal libanais :

«... Depuis 1968 la présence soviétique sur la plupart des mers du globe n'a fait que s'accroître. Dans l'océan indien, elle est rapidement passée de six à environ vingt unités. La flotte soviétique a effectué quelques 250 visites officielles à plus de quinze états riverains de l'océan indien, démontrant de la sorte le désir de l'URSS de signaler sa présence dans cette partie du globe».

Analysant les raisons qui poussent l'Union Soviétique à s'implanter dans cette région du monde, l'article souligne qu'elles «découlent de son désir de devenir avec le temps la première puissance mondiale».

## GOLFE ARABE

### Encore des menaces U.S.

«Un arrêt à 100 % des livraisons du pétrole au Moyen-Orient, serait très proche d'une guerre nucléaire», a menacé Thomas Enders, secrétaire d'état adjoint devant une commission du Sénat, le 14 février.

C'est une nouvelle version de la théorie de l'«étranglement» de Kissinger qui a envisagé ouvertement l'occupation des puits de pétrole si l'économie occidentale était en danger d'«étranglement» !

### Une «multinationale» soviétique en Mongolie

La «compagnie mixte mongo-lo-soviétique de métaux non ferreux» possède les deux plus importantes mines de fluorine de Mongolie (Berkhi et Khazhu-Ulan) et la seule mine d'or du pays.

Cette compagnie n'a de «mixte» que le nom car en fait c'est une société multinationale (transnationale) à l'image des grosses

Autant de menaces verbales assorties de renforcement des bases U.S. dans le Golfe Arabe, qui visent à y contrebalancer la présence militaire social-impérialiste :

- Utilisation américaine des îlots «Tumps» au détroit d'Ormuz ;
- Prise en main U.S. de la dernière base britannique de l'île Al Massia ;
- Construction d'un port en eaux profondes sur la côte omani, et d'une base aérienne à 10 km du Sud-Ouest d'Oman.

sociétés occidentales, sous le contrôle des révisionnistes soviétiques. Son directeur est un «plénipotentiaire» (il a les pleins pouvoirs) envoyé du ministre soviétique de la métallurgie non ferreuse.

Un accord des années 60 indique que la fluorine produite en Mongolie devait être exportée en Union Soviétique exclusivement pendant 10 ans ; un autre accord prévoit que l'URSS achète 100 000 tonnes de fluorine par an à la Mongolie ; en 1972, la production mongole a été de 96 300 tonnes... Par ailleurs le prix payé par les dirigeants soviétiques est bien inférieur au cours du marché mondial.

Les choses sont claires : la «coopération fraternelle» vantée par les révisionnistes soviétiques, c'est du pillage pur et simple ; les «compagnies mixtes» des «multinationales» sous leur contrôle exclusif.

### 19 000 ouvriers américains en grève

19 000 ouvriers américains de la compagnie aéronautique «Mc Donnell Douglas» sont en grève depuis le 10 février pour une augmentation de salaires et de meilleures conditions de travail, à Saint Louis, en Californie et au «Kennedy Space Center» en Floride.

Cette compagnie est l'un des plus grands monopoles, aéronautiques U.S. qui produit beaucoup pour l'armée (avions Phantom F4, Eagle F15, missiles et roquettes).

## EUROPE

### UN REFUS POSITIF

Tandis que Brejnev plastronne à Moscou et de «retour de maladie», n'a toujours que le mot «paix» à la bouche, ses diplomates s'efforcent de mettre en place une position militaire plus avantageuse encore au social-impérialisme.

A Vienne, à la Conférence sur la réduction des forces en Europe Centrale, ils ont suggéré le «gel» des effectifs militaires de part et d'autre.

Autrement dit, officialiser la supériorité militaire des sociaux-

impérialistes :

925 000 hommes - 15 000 blindés du Pacte de Varsovie contre 777 000 hommes et 6 000 blindés de l'O.T.A.N.

Cela est «inacceptable» ont répliqué les occidentaux qui veulent réduire le déséquilibre actuel.

Une attitude positive à l'heure où Brejnev multiplie les pressions — entre autres sur Wilson chef du gouvernement britannique en visite à Moscou — pour faire aboutir sa fameuse conférence sur la sécurité européenne en Europe.

## TIERS-MONDE

### Contre le pillage de la bauxite par les super grands

USA et URSS rafflent la bauxite de par le monde, dans le cadre de leur course aux armements et pour faire des superprofits :

USA : quatre monopoles U.S. opèrent dans 34 pays ; 87 % de la production d'aluminium U.S. de base sont produits à partir de matières premières pillées à l'étranger.

URSS : a procédé à «l'intégration des industries d'aluminium d'Europe orientale», rivalise avec les compagnies U.S. pour les gisements de bauxite d'Inde et d'Indonésie ; a obtenu à bon marché des minerais de Guinée et de Yougoslavie. Au total 40 % de son aluminium sont

produits à partir de matières premières pillées !

Mais l'heure n'est plus à l'exploitation et au pillage. Bon nombre de pays producteurs reprennent en main leur propres richesses — en Guyane, Jamaïque, Guinée... Une association internationale de la bauxite — formée des 10 pays principaux producteurs — constituée en 1974 et représentant 75 % de la production mondiale — a engagé la lutte des producteurs de bauxite contre le pillage des deux superpuissances.

Les résolutions de la Conférence de Dakar ne sont pas des paroles en l'air.

### 24 pays latino-américains veulent réduire les compagnies multinationales

24 pays latino-américains et des Caraïbes ont adopté à l'unanimité les principes de conduite que doivent observer les compagnies transnationales (multinationales).

Ces principes sont soutenus dans un document approuvé par les représentants de ces pays lors d'une réunion tenue du 8 au 11 janvier à Washington, document publié le 8 février à Mexico à la presse.

Le document indique que les compagnies transnationales doi-

vent respecter les lois et les règlements des pays où elles opèrent, qu'elles doivent s'abstenir de s'immiscer et de semer des troubles dans leurs relations avec d'autres pays... Les compagnies transnationales ne doivent pas être un instrument de la politique étrangère d'un autre pays.

Elles doivent se soumettre aux politiques, aux objectifs et aux priorités nationales de développement de divers pays, et les informer de leurs activités.

## ABONNEMENT

Dans une première étape nous ne publierons l'Humanité rouge que trois fois par semaine, étape de lancement durant laquelle nous maintiendrons la publication d'un bi-mensuel.

(Ecrire en MAJUSCULES s.v.p.)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

Tri-hebdo (6 mois) : Pli ouvert 75 F - pli fermé 172 F

Bi-mensuel (6 mois) : Pli ouvert 30 F - pli fermé 59 F

Tri-hebdo et Bi-mensuel (6 mois) :  
Pli ouvert 100 F - pli fermé 230 F

C.C.P. 30 226 72 - La Source

# LE REVISIONNISME AU POUVOIR

## C'EST LA BOURGEOISIE AU POUVOIR

A l'Alsthom Saint Quen, la section C.F.D.T. avait révélé certaines pratiques des révisionnistes au Comité d'Entreprise.

Par exemple, la cantine gérée par le C.E. a fait 20 millions «d'économies» en 1974, tandis que le nombre de plats servis a augmenté et que le nombre des employés de la cantine a diminué.

Peu de temps après l'Humanité rouge intervenait par tract sous le titre «Et s'ils gouvernaient la France !»: certains ont prétendu qu'il ne fallait pas critiquer le C.E. et réserver ses attaques contre le patron.

Comme si la gestion du C.E. était «démocratique, socialiste», un avant goût du programme commun en somme !

Les C.E. n'ont jamais été une victoire de la classe ouvrière, c'est de Gaulle qui les a créés en 1945 pour réaliser la vieille rengaine réactionnaire de la «participation», du «dialogue» et de la «concertation» entre exploités et exploités, bref la collaboration de classe.

Et le patronat a trouvé la poire à son goût ! Pour la future réforme de l'entreprise, pondue par Giscard et Sudreau, de grands financiers comme Bloch-Lainé réclament l'extension des pouvoirs des C.E.

Savez-vous ce que disait en 1949 Gaston Montmousseau, vieux dirigeant de la C.G.T., resté fidèle jusqu'à sa mort à la lutte de classe :

«Nous avons vu certains comités d'entreprise, et au service de ceux-ci, certains militants ouvriers, voire communistes, réaliser un accord avec les industriels demandant l'augmentation des prix de vente à la production comme condition préalable à toute augmentation de salaire» et il ajoute, «ainsi la collaboration de classes instituée au sommet à l'aide du C.E. serait descendue à la base».

Montmousseau avait flairé le danger !

Et de fait bon nombre de militants ouvriers sont tombés dans le panneau de la collaboration de classe, se transformant en gestionnaires, au lieu de défendre les travailleurs et combattre le patronat.

Aujourd'hui on voit le P.C.F. réclamer la même chose que Bloch-Lainé : dans France-Nouvelle du 3/9/74 (hebdomadaire du P.C.F.) on peut lire : «Résoudre la crise de l'entreprise, c'est... réaliser les conditions de l'intervention des travailleurs, c'est dans le secteur nationalisé associer ces derniers et à la direction et à la gestion» (!).

A l'Alsthom, ce sont les représentants du P.C.F. qui monopolisent la direction du C.E. par l'intermédiaire de la C.G.T.

On les voit se conduire comme de véritables patrons. Un exemple : pour investir et acheter des lits à Olonne/mer, ils font des «économies» sur le dos des employés de la cantine, n'hésitant pas à imiter Jacques Borel et Cie.

En fait, on voit le C.E. servir les intérêts d'une minorité et tourner le dos à la grande majorité.

Combien d'activités (ex. ski, week-ends,...) ne profitent qu'à une petite couche — toujours les mêmes — même si quelques ouvriers y participent occasionnellement.

N'est-ce pas aussi une manière de financer le réseau commercial du P.C.F. et en particulier Tourisme et Travail.

D'autre part, un tract récent de la C.G.T. insiste sur la nécessité d'élargir l'horizon du travailleur de l'usine : mais quel horizon ? Le contenu des loisirs proposés par le C.E., c'est de la culture bourgeoise à 100 % : théâtre, musique bourgeoise ou révisionniste depuis Holiday on ice en passant par Rika Zarái ! (danses folkloriques d'Israël), tout s'oppose à ce que les travailleurs s'emparent de la culture. Rien sur les luttes ouvrières, les luttes des peuples, la nécessité de la révolution, aucun effort pour inventer une autre culture, celle des ouvriers et du peuple ; il s'agit tout au plus d'obtenir quelques strapontins moins chers pour participer à la culture bourgeoise.

Ils n'ont pas eu honte de rappeler au patron (compte-rendu du C.E. du 12/12 qu'il «devrait bénéficier de l'aide de l'état, et attribué aux sociétés

fortement exportatrices». N'est-ce pas voler au secours de son propre patron ! (ou est l'unité de la classe ouvrière si chaque syndicat défend son entreprise).

Faut-il s'étonner que les chefs C.G.T.-P.C.F. de l'Alsthom aient de moins en moins la volonté de s'opposer au patron : on ne peut à la fois s'affronter à la direction et vivre paisiblement dans ce bon fromage qu'est devenu le C.E. pour une poignée de privilégiés. En échange, d'un certain nombre d'avantages, ils collaborent en trahissant les intérêts de la masse des travailleurs.

En voyant la façon dont les révisionnistes du P.C.F.urent aujourd'hui les C.E., on a une idée de ce qui se passerait demain si le P.C.F. gouvernait la France.

Ils feraient comme Giscard, à savoir la gestion du capitalisme avec seulement un emballage différent du genre la «gestion démocratique» et le résultat serait le même pour les travailleurs, sinon pire.

C'est pourquoi, on ne peut se battre contre le patronat, sans attaquer la collaboration de classe (y compris dans le C.E.). Les provocations et les intimidations n'empêcheront pas les travailleurs de démasquer de plus en plus les dirigeants révisionnistes du P.C.F. pour ce qu'ils sont : des politiciens bourgeois qui trompent la classe ouvrière.

## Que valent les promesses des révisionnistes ?

De source privée, nous avons appris qu'au cours des entretiens entre représentants du Comité Central du Parti Communiste Français et de la direction du Parti du Front de Libération National Algérien, Marchais aurait assuré ses interlocuteurs que son parti ne soutiendrait plus le parti révisionniste algérien connu sous le sigle de «parti de l'avant-garde socialiste» et dirigé, de Paris et de Moscou, par le Docteur Hadjeres. Les dirigeants soviétiques auraient pris le même engagement. Mais cette promesse des révisionnistes est d'ores et déjà publiquement violée : en effet le numéro 1 de «la nouvelle revue internationale» (janvier 1975) publie un article de ce dernier sous le titre «de la libération à l'édification». Et naturellement, Sadek Hadjeres est présenté, parmi les collaborateurs de la revue (page 2 de la couverture) avec la qualité de «premier secrétaire du comité central du parti de l'avant-garde socialiste d'Algérie».

## TOULOUSE

### La lutte des ouvriers de Berges

(Lettre d'une lectrice).

Les ouvrières de Berges, usine de confection au Fouga près de Toulouse, se sont organisées en section syndicale C.F.D.T. — vis plusieurs mois.

Elles entendaient se défendre contre un patron qui ne sait distribuer que sanctions et accélérer les cadences, avec des bas salaires naturellement (1 050 F net en moyenne.)

Le patron ayant refusé à plusieurs reprises de rencontrer les déléguées, le 23 janvier, les ouvrières ont voté la grève illimitée (43 grévistes sur 76).

Le patron continue à faire sa tête de mule mais les ouvrières tiennent bon. Elles forment leur unité dans des assemblées générales quotidiennes, à la maison du village.

Tous les problèmes sont discutés et résolus ensemble. Actuellement les non grévistes font des heures supplémentaires et travaillent le samedi. Les grévistes sont conscientes que tant qu'une partie de la production est assurée, elles auront du mal à faire céder le patron ; aussi elles envisagent de durcir l'action.

Leurs revendications :  
- suppression des sanctions et respect du droit syndical ;  
- augmentation des salaires ;  
- transport gratuit.

Les ouvrières de Berges avec la solidarité de la classe ouvrière de Toulouse et de sa région doivent gagner.

Commandez notre brochure :

**VIGILANCE CONTRE LE DANGER  
SOCIAL IMPERIALISTE  
EN EUROPE**

L'exemplaire : 3,25 F

NOTRE EDITION BI-MENSUELLE PARAIT LE JEUDI SUR 12 OU 16 PAGES. L'EXEMPLAIRE 2,50 F EN VENTE DANS LES KIOSQUES OU PAR DIFFUSION MILITANTE.

**AR MORZHOL  
LE MARTEAU**

Journal des «Jeunes progressistes de Bretagne» vient de publier son numéro 3, avec un sommaire fort intéressant. Ce groupe nous a adressé ses souhaits de plein succès pour l'Humanité rouge quotidienne. Soutenez ses justes activités. Prise de contact : J.P.B. — B.P. 221 — 29271 Brest cedex.

